

Annelise Orleck, *A l'assaut du Caesars Palace, Comment des mères afro-américaines ont mené leur propre guerre contre la pauvreté (Storming Caesars Palace, How Black Mothers Fought Their Own War on Poverty)*, Beacon Press, Boston, 2005.

We can do it, and do it better.

«Nous pouvons le faire, et nous pouvons le faire mieux.»

(...) it took them a long, long time to destroy us.

«(...) ça leur a pris très, très longtemps pour nous détruire.»

Ce livre raconte comment un groupe de femmes noires de Las Vegas a mené pendant plus de vingt ans (1970-1990) une guerre originale à la fois contre la pauvreté et contre la bureaucratie de l'aide sociale (*welfare*). L'auteur, l'historienne Annelise Orleck, a côtoyé ces femmes pendant une dizaine d'années, menant avec elles de nombreux entretiens dont les citations parsèment le livre. Elle a visiblement développé de forts liens d'amitié avec une bonne partie d'entre elles. Il s'agit donc d'une sorte d'histoire orale de ce mouvement.

Ces femmes sont noires, pauvres, mères célibataires. Elles ont grandi en Louisiane dans les années 40. Elles travaillent à la récolte du coton dès qu'elles ont une dizaine d'années, dans des plantations dont l'économie repose encore exclusivement sur le bas coût de la main-d'œuvre. Elles ne vont pratiquement pas à l'école, et ont souvent leur premier enfant très jeunes (conséquence d'un viol, pour l'une d'entre elles). Pour échapper au monde étouffant des plantations, elles quittent jeunes la Louisiane pour Las Vegas, où l'on dit qu'il est facile de s'enrichir. D'autres enfants suivent rapidement : elles ont sept, neuf, onze enfants. Elles n'ignorent pas la contraception, mais les médecins refusent systématiquement de leur en prescrire, malgré leurs demandes réitérées et parfois désespérées – on ne veut pas donner à ces femmes, noires et pauvres, les moyens de contrôler leur propre corps. Les pères, souvent joueurs et alcooliques, ont disparu, à moins qu'elles ne les aient quittés pour échapper à leur violence.

La survie de leur famille dépend du maigre revenu qu'elles peuvent tirer des seuls emplois qui leur sont accessibles : femmes de ménage, femmes de chambre, lingères – dans les hôtels et casinos de Las Vegas. Mais les maigres salaires ne permettent pas de nourrir correctement et de vêtir une nombreuse famille. Et dès qu'un problème de santé survient (souvent lié à la pénibilité du travail), elles n'ont d'autre choix que de recourir à l'aide sociale (*welfare*), qu'elles ne reçoivent pas sans payer un lourd tribut d'humiliations de toutes sortes. Les préjugés contre les mères célibataires, surtout si elles sont noires, atteignent en effet un degré d'ignominie qu'on a du mal à imaginer : obsédés par la recherche des fraudeurs, les agents de l'aide sociale n'hésitent pas à sonner la nuit chez ces femmes pour vérifier s'il n'y a pas un homme dans leur lit (ce qui aurait pour conséquence la suppression immédiate des aides, l'homme étant supposé subvenir aux besoins de la famille, même s'il s'agit d'une aventure sans lendemain ; c'est la règle dite de «l'homme dans la maison»).

L'Etat du Nevada est d'ailleurs particulièrement réticent à appliquer les directives fédérales de la «guerre contre la pauvreté» (ambitieux programme du président Johnson en 1964). Il faudra par exemple une longue bagarre pour que le programme fédéral de coupons alimentaires soit finalement mis en place dans le Nevada, qui sera le dernier Etat à le faire. Jusqu'en 1965, les discriminations raciales dans le logement social ou l'emploi ne sont pas illégales dans cet Etat. Jusque dans les années 1970, le quartier noir de Las Vegas (le Westside) ne comporte ni hôpital, ni bibliothèque, ni piscine – l'argent public ne traverse pas la limite tracée par l'autoroute qui sépare le quartier noir du quartier blanc.

Mais les choses commencent à changer. En 1967, une organisatrice du National Welfare Rights Organization (Organisation nationale pour les droits des bénéficiaires de l'aide sociale) frappe à la porte de l'une de ces femmes, Alversa Beals, pour lui expliquer le but de leur organisation et lui demander d'organiser son quartier sur cette base.

Le NWRO est une organisation dans la lignée du mouvement des droits civiques, qui milite pour l'augmentation des prestations sociales à un niveau qui permette à une famille de vivre décemment, et pour la disparition des règlements humiliants et punitifs¹. Alversa Beals remarque : «*C'est la première fois que j'ai vu les*

¹ La militante noire, et mère célibataire de six enfants, Johnnie Tillmon (1926-1995) est l'une des figures marquantes de ce mouvement, dont elle fut un temps la présidente. Elle vit en Californie quand elle tombe malade et doit recourir à l'aide sociale. Elle est choquée par la façon dont les institutions traitent ceux qui reçoivent ces aides, et elle commence dès les années 60 à organiser les femmes qui ont recours à l'aide sociale. Elle se bat pour que l'argent distribué par le gouvernement fédéral afin d'encourager l'implication des bénéficiaires de l'aide sociale dans les programmes qui les concernent soit contrôlé par les intéressés et non par les élites locales.

mots "droits" et "aide sociale" l'un à côté de l'autre.» Avec un petit groupe d'autres femmes (Rosie Seals, Emma Stampley, Essie Henderson, Mary Wesley, Eddie Jean Finks et Ruby Duncan) elle s'emploie immédiatement à créer une branche locale du NWRO : le Clark County Welfare Rights Organization (CCWRO).

Parmi leurs premières actions, elles instituent l'accompagnement systématique des femmes qui se rendent dans les bureaux de l'aide sociale. L'une des femmes raconte : *«Avant que l'on s'organise, il n'y avait pas de limite aux questions que posaient les travailleurs sociaux : "Quand êtes-vous tombée enceinte ? Qui vous a mise enceinte ? Combien d'hommes avez-vous fréquenté avant de tomber enceinte ? Pourquoi avez-vous couché avec tous ces hommes ?" Mais après, ils ont cessé de nous demander toutes ces saletés, ces trucs dégueulasses qui nous démolissaient.»*

Les femmes du groupe se radicalisent rapidement. Elles se rendent compte qu'on ne leur laisse aucune porte de sortie : si elles ne travaillent pas, on les accuse d'être paresseuses et de vivre sur le dos des contribuables ; si elles travaillent, on leur coupe les aides sociales et on les accuse d'être de mauvaises mères qui se prennent pour des hommes au lieu de rester avec leurs enfants.

Pendant l'année 1967, le NWRO organise des manifestations dans de nombreuses villes. Une délégation de femmes est reçue par le Sénat. Quand le sénateur de la Louisiane, Long, interrompt la présidente du NWRO, Johnnie Tillmon, pour se plaindre du fait qu'à cause de l'aide sociale il ne trouve plus personne pour lui repasser ses chemises, elle lui répond que ça fait dix-huit ans qu'elle repasse les chemises des autres, mais que maintenant elle est malade et ne peut plus nourrir ses enfants. Tous les sénateurs quittent la salle alors que les femmes sont encore en train de parler. Exaspérées par le comportement des sénateurs, les femmes refusent de quitter la salle si les dix-sept sénateurs ne reviennent pas écouter la fin de leur témoignage. Sous la menace de six mois de prison, elles quittent finalement la salle en criant : *«Nous ne repasserons plus vos chemises, sénateur Long»*. Long dira ensuite : *«Si elles trouvent le temps de manifester dans les rues, de faire des piquets et de passer toute une journée dans une salle d'audience, elles peuvent aussi trouver du temps pour faire un travail utile. Elles pourraient ramasser les ordures devant leur maison ou tuer les rats, au lieu de perturber le travail des sénateurs.»* !

Annelise Orleck note à plusieurs reprises dans le livre les comportements insultants, ou parfois simplement le profond malaise, des politiciens et des bureaucrates (presque tous des hommes blancs) quand ils se trouvent face à ces femmes. *«Des hommes politiques puissants semblaient avoir peur de se trouver face à face avec des bénéficiaires de l'aide sociale.»* Les réticences valent d'ailleurs aussi pour les leaders noirs. *«Le stigmate social attaché aux mères célibataires pauvres a longtemps empêché Martin Luther King Jr. et d'autres leaders noirs de la classe moyenne de s'allier avec le mouvement pour les droits des bénéficiaires de l'aide sociale. Pendant des années, les mères vivant des aides sociales ont accepté leur invisibilité dans le mouvement des droits civiques. Mais quand King, lors de sa "Campagne pour les pauvres" en 1968, ignore totalement les problèmes de l'aide sociale, Sanders et Tillmon demandèrent à le rencontrer. Assise à côté de King avec son petit-fils sur les genoux, Tillmon "s'est jetée sur Martin comme personne ne l'avait jamais fait", se souvient Andrew Young, l'assistant de King. Tillmon et d'autres femmes du NWRO demandèrent à King quelle était sa position concernant plusieurs points clés de la législation sur l'aide sociale, dont il ignorait visiblement tout. Finalement, Tillmon dit : "Vous savez, docteur King, si vous ne connaissez pas ces questions, vous feriez mieux de dire que vous ne savez pas, et la rencontre pourrait se poursuivre." Un silence étrange a suivi, jusqu'à ce que King, qui n'appréciait guère que les femmes le critiquent, lui présente ses excuses : "Vous avez raison, Madame Tillmon, nous ne connaissons rien sur l'aide sociale. Nous sommes ici pour apprendre."»*

Les femmes du CCRWO (un groupe interracial) commencent à étudier la législation répressive du Nevada sur l'aide sociale, et entreprennent des actions en justice pour contester la constitutionnalité de certaines règles. La Cour suprême abolit la règle de «l'homme dans la maison» (suppression des aides sociales pour les mères célibataires qui ont une relation avec un homme).

En 1969, Ruby Duncan, l'une des mères noires originaires de Louisiane dont on a retracé le parcours plus haut, devient la présidente du groupe. Sa personnalité magnétique, parfois agressive, toujours créative et tenace, donnera sa coloration particulière aux actions de ce groupe pendant les vingt années suivantes. Alors qu'elle ne connaissait pas le sens du mot «législature» quelques mois plus tôt, elle se plonge, avec d'autres militants, dans la complexité des lois régissant l'aide sociale, et développe une analyse des tares de ce système.

George Wiley, un professeur de chimie afro-américain qui a abandonné l'université pour s'engager dans le mouvement des droits civiques, passe des nuits entières à expliquer aux femmes du groupe les dernières lois sur l'aide sociale. *«Je n'avais jamais rencontré un homme qui voulait que les femmes soient aussi fortes que les hommes»*, se rappelle Ruby Duncan. Wiley leur dit : *«Ils ont des plans pour vous contrôler. Vous devez développer vos propres plans.»*

En 1972, Johnnie Tillmon publie un article intitulé «Welfare is a Women's Issue» (L'aide sociale est une question de femmes) qui commence ainsi : *«Je suis une femme. Je suis une femme noire. Je suis une femme pauvre. Je suis grosse. Je suis d'âge moyen. Et je touche des aides sociales. Dans ce pays, si on est l'une des ces choses, on compte moins en tant qu'être humain. Si on est toutes ces choses à la fois, on ne compte pas du tout.»*

Au niveau national, le NRWO s'efforce d'imposer l'idée que les bénéficiaires de l'aide sociale ont leur mot à dire sur l'organisation des services sociaux. Les plus radicaux voient clairement qu'il ne suffira pas de mettre des rustines à ce système : il faut le détruire et le remplacer par un meilleur système. Devant une commission, Beulah Sanders, une militante new-yorkaise, s'explique : *«Tout le monde, depuis le président Nixon jusqu'au niveau le plus bas de l'administration, a son mot à dire sur nous. Chacun a son plan concernant ce qu'il faut faire pour les bénéficiaires de l'aide sociale. Eh bien, la seule chose que vous puissiez vraiment faire, c'est de laisser tomber vos attitudes du dix-septième siècle, donner assez d'argent aux pauvres pour qu'ils puissent vivre décemment, et nous laisser décider comment nous voulons vivre.»*

L'organisation lance une campagne de protestations, de boycotts et de sit-ins dans tout le pays. Les femmes de Las Vegas se lancent dans la campagne sans hésiter. Elles occupent le bureau de l'aide sociale pour demander des vêtements et des chaussures pour leurs enfants. *«C'était tellement bon de demander, raconte Ruby Duncan. De savoir qu'on demandait à cette grosse entité, cette institution, l'Etat. Sachant combien ils étaient impitoyables avec les pauvres. Et spécialement nous, un groupe de femmes "sans éducation", comme ils disent. Je crois que ça les a surpris autant que nous.»*

Dans le Westside, le chômage est chronique, la ségrégation dans le logement est toujours aussi forte, et les discriminations raciales à l'embauche sont *«si graves qu'elles mettent en danger toute l'économie de cet Etat»*, rapporte une commission sur l'égalité des droits. Une émeute éclate d'ailleurs dans le Westside en 1969.

Une offensive se prépare aussi dans les bureaux de l'administration pour diminuer drastiquement le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale. Les discours des hommes politiques à ce sujet, condamnant un système qui encouragerait l'immoralité en prenant l'argent dans la poche des honnêtes travailleurs, sont souvent un langage codé pour exprimer des préjugés racistes.

Une grande campagne pour débusquer les fraudes à l'aide sociale est lancée dans le Nevada. L'administration prétend avoir trouvé un taux de fraude de 50 %. Des milliers de familles sont rayées des listes de l'aide sociale. Avec l'aide d'avocats militants spécialisés dans le droit social, les femmes du CCWRO lancent une campagne juridique contre l'Etat du Nevada, plaidant que ces familles auraient dû avoir droit à une audience équitable (*fair hearing*) avant d'être rayées des listes. La justice leur donnera raison.

Elles s'attaquent aussi à un autre bastion de l'aide sociale dans le comté de Clark : la distribution gratuite des surplus de nourriture. Les distributions gratuites de nourriture étaient effectuées au compte-gouttes, après de longues enquêtes pour déterminer si les familles en avaient vraiment besoin, et suivant un cérémonial humiliant et épuisant : devant le Palais de justice, les femmes attendaient pendant des heures avec leurs enfants dans une chaleur infernale ; sur les dernières marches de l'escalier du Palais, un préposé les appelait une par une pour venir chercher la nourriture, au vu et au su de tous, en haut de l'escalier. Les mères de Las Vegas établissent que l'argent dépensé pour les enquêtes préliminaires rend ce programme bien plus coûteux que dans d'autres comtés, alors même que seul un très petit nombre de familles en bénéficie. Comme le dit l'une des femmes : *«C'était absurde de dépenser l'argent des contribuables à enquêter pour savoir qui avait vraiment faim. Quand on a faim, on a faim.»* L'absurdité du système saute aux yeux des membres de la commission devant laquelle elles sont appelées à témoigner, et désormais les surplus de nourriture seront mis à disposition dans un magasin dans lequel tous les bénéficiaires de l'aide sociale peuvent venir s'approvisionner.

Mais la campagne de réduction des aides sociales continue, malgré les décisions juridiques, et les femmes décident de frapper plus fort. L'économie de Las Vegas est largement fondée sur le tourisme ; les hôtels et les casinos de la ville en sont le centre. Interrompre la marche d'un casino, pendant ne serait-ce qu'une demi-heure, correspond à un énorme manque à gagner, que personne ne peut même chiffrer tant les bénéfices des casinos sont opaques. Les femmes du CCWRO lancent *«Operation Nevada»* : une campagne concertée contre les coupes dans les aides sociales et contre son administration répressive, à la fois dans les tribunaux et dans les rues, avec des actions de masse visant des cibles particulièrement sensibles.

Une grande marche est organisée le 6 mars 1971 dans l'avenue centrale de Las Vegas, avec l'objectif (gardé secret) d'occuper le Caesars Palace, l'un des plus prestigieux casinos de Las Vegas. Les risques d'affrontement violent sont élevés. Pour les limiter, les femmes de Las Vegas ont réuni une large coalition comprenant des avocats, des prêtres radicaux, des militants des droits civiques, quelques célébrités (Jane Fonda par exemple). La marche se déroule dans une atmosphère tendue. Les marcheurs sont insultés par une partie des badauds : *«Bougez vos gros culs. Ne faites pas un gosse par an.»* etc. (Les enfants des militantes, qui participaient à la marche, s'en souviennent encore trente ans plus tard.) Après une hésitation, la foule pénètre dans le casino. *«On a arrêté les jeux pendant plus d'une heure.»* se rappelle Ruby Duncan *«Personne n'avait jamais fait ça.»* Les semaines suivantes, les sit-ins, marches et occupations continuent, bien que les stars aient quitté Las Vegas.

Après enquête, le ministère (fédéral) de la Santé, de l'Education et des Droits sociaux conclut que l'Etat du Nevada a largement surestimé le nombre de fraudeurs, que même les erreurs avérées sont, dans au moins un tiers des cas, dues aux bureaucrates et non aux bénéficiaires de l'aide sociale, et que des milliers de familles ont été illégalement privées d'aides auxquelles elles avaient droit. C'est une grande victoire pour le CCWRO, mais comme le remarque l'une des femmes : *«c'était une incroyable victoire, mais les conditions dans lesquelles on*

vivait ne changèrent pas. Après tout ce qu'on avait fait, on avait simplement gagné le droit de vivre avec 142 dollars par mois.»

Les femmes du CCWRO ressentent la nécessité de donner à leur action de nouvelles formes. Cela rejoint d'ailleurs des problèmes qui se posent au niveau national dans l'organisation. Les préjugés contre les bénéficiaires de l'aide sociale, surtout si ce sont des mères célibataires noires, ne s'arrêtent pas aux frontières du NWRO. Les représentations des pauvres comme paresseux, ignorants, malhonnêtes et... noirs, saturent la culture populaire américaine au début des années 70. *«Pour mesurer les effets de ces représentations, un chercheur a étudié deux groupes de téléspectateurs. On montrait au premier groupe une émission à propos d'une famille de Noirs pauvres, tandis que le second groupe voyait une histoire semblable dans laquelle la famille était blanche. On demandait ensuite aux gens ce qu'ils pensaient de l'aide gouvernementale pour les pauvres. Parmi ceux qui avaient vu l'histoire de la famille blanche, la majorité répondit que le gouvernement devrait fournir plus d'emplois non qualifiés et des taux d'intérêts plus bas. La plupart de ceux qui avaient vu l'histoire de la famille noire répondirent que l'aide du gouvernement serait sans effet. Tous étaient d'accord pour penser que les Afro-Américains devaient développer une éthique du travail plus solide.»*

Dans le NWRO, la frontière passe entre les mères pauvres, qui ont milité bénévolement pendant des années, et les organisateurs salariés, qui sont pour la plupart des hommes blancs. Les femmes de la base ont le sentiment d'être traitées comme des enfants. Elles ont aussi l'impression qu'un certain nombre de dirigeants de l'organisation ont du mal à accepter l'idée que le pouvoir soit exercé par des femmes noires sans éducation. Pourtant elles n'ont aucun doute sur le fait qu'elles sont les véritables experts dans les questions de pauvreté : elles savent ce que c'est de gérer un budget serré, de nourrir et vêtir une famille nombreuse, de trouver des astuces pour que les enfants ne mangent pas toujours des légumes en boîte, etc.

Ces tensions à l'intérieur du NWRO finissent par faire exploser l'organisation en 1975, mais sa branche dans le Clark County vivra encore pendant une vingtaine d'années, grâce à la ténacité et à la créativité des femmes qui l'animent. Ces problèmes les conduisent à inventer de nouvelles formes d'action, qui n'ont plus grand-chose à voir avec les types d'action hérités du mouvement des droits civiques, mais qui sont tout aussi remarquables. *«Au début, les femmes disaient : vous devez faire ça autrement. Mais au bout d'un moment, elles ont commencé à se dire : nous pouvons le faire mieux nous-mêmes»,* raconte un témoin.

Pendant les vingt années qui suivent, les femmes du CCWRO vont créer leur propre programme d'aide sociale : «Operation Life» (Opération Vie). Elles créent un centre social dans un vieil hôtel désaffecté du Westside, ouvert à tous les courants d'air. Dans ce centre, on peut recourir à l'aide d'avocats spécialisés dans les lois sur la pauvreté, laisser ses enfants à la garderie ouverte 24 heures sur 24 (beaucoup de femmes travaillent la nuit dans les hôtels), bénéficier de distributions gratuites de nourriture. La fille de l'une des militantes se souvient : *«Les mères qui venaient étaient traitées avec respect. Elles appréciaient. Ce n'était pas seulement une question de nourriture. Venir à Operation Life, ça n'était pas comme d'aller dans les bureaux des services sociaux. On sentait la différence.»*

Un projet particulièrement remarquable est la création d'une clinique dans laquelle tous les enfants du Westside peuvent bénéficier des dépistages précoces prévus par la loi fédérale. (Les enfants de plusieurs des militantes ont traîné toute leur vie des affections graves qui n'avaient pas été dépistées dans leur enfance – il n'y avait ni clinique ni médecin dans le Westside.) Le personnel de la clinique est largement constitué de mères du quartier. Des dizaines de milliers d'enfants y seront examinés. Un centre de prise en charge pour les femmes enceintes ouvre un peu plus tard, avec des distributions spéciales d'aliments riches en protéines pour les mères et leurs jeunes enfants (la malnutrition posait des problèmes particulièrement sérieux pour les femmes enceintes).

Dans un autre immeuble désaffecté, une bibliothèque est installée ; elle est ouverte tous les jours jusqu'à huit heures du soir, pour que les enfants puissent venir y faire leurs devoirs. On y organise des concerts et des repas collectifs. La piscine de l'hôtel désaffecté qui sert de centre social est aussi remise en état ; les gamins du quartier y passeront des jours entiers, pour échapper à la chaleur infernale de Las Vegas.

Un autre combat vaut la peine d'être mentionné : celui pour l'ouverture aux femmes de l'embauche dans des emplois traditionnellement réservés aux hommes. De fait, seuls les emplois dans la domesticité étaient accessibles aux femmes noires, que ce soit dans des familles ou dans des hôtels. En 1976 a lieu la plus grande grève de l'histoire de Las Vegas : 22000 membres du Syndicat des travailleurs des hôtels et restaurants se mettent en grève. La grève était le résultat de décades de frustrations vis-à-vis de l'attitude des patrons d'hôtels, qui refusaient d'embaucher des Noirs pour autre chose que des travaux de domestiques. De nombreuses femmes d'Operation Life participent à cette grève, et elles en profitent pour faire entendre leurs revendications.

L'une des militantes est embauchée comme éboueur. *«En 1977, Mary Wesley devint la seconde femme de Las Vegas à être embauchée comme travailleuse syndiquée dans la collecte des ordures. Wesley avait harcelé le responsable de l'embauche du syndicat jusqu'à ce qu'il ne puisse plus l'ignorer. "J'y suis allée tous les jours pendant six mois avant qu'ils me prennent", dit-elle en riant. Certains de ses collègues noirs trouvaient qu'elle n'aurait pas dû pénétrer sur leur territoire. Mais l'hostilité ne dura pas. "Les types voulaient m'aider à faire mon travail", se rappelle-t-elle. Elle leur dit qu'elle n'a pas besoin d'aide. "A la maison, si je dois déplacer un frigo, je le fais. Pourquoi j'aurais besoin d'un homme pour m'aider à soulever une poubelle ?" Tout le monde lui*

demandait comment elle arrivait à faire ce boulot. Elle sourit. «*Quand je rentrais chez moi à la fin de la journée, j'étais tellement détendue, je prenais une douche et je pouvais peindre la maison. Quand je rentrais chez moi après une journée de domestique, j'étais si fatiguée que je tombais sur mon lit. Je ne pouvais plus bouger. Alors j'ai pensé : les hommes ont des boulots bien plus faciles et ils sont payés bien plus.*»»

Pendant des années, les femmes d'Operation Life continueront à se battre pour obtenir des formations professionnelles permettant d'accéder à des emplois un peu moins mal payés que ceux qui leur sont réservés, et placer des mères célibataires dans ces emplois. Dans leur centre d'aide sociale, les femmes du quartier pouvaient recevoir des informations sur ces questions et être soutenues dans leurs démarches.

Au fil des années, des dizaines de milliers d'enfants et de femmes ont bénéficié des services d'Operation Life. La santé, l'alimentation, la scolarité, l'accès à l'emploi de dizaines de milliers de résidents du Westside ont été améliorés. Toutes ces réalisations – le centre social, la garderie, la clinique, la bibliothèque, la piscine – étaient entièrement prises en charge par les femmes du quartier, avec un intense lobbying (dans lequel Ruby Duncan était devenue experte) pour récolter des fonds auprès des différentes agences gouvernementales ou locales et auprès des fondations privées. En même temps, elles étaient contraintes à des bagarres permanentes contre les bureaucrates de l'aide sociale, dont certains furent particulièrement tenaces aussi dans leur haine pour ces efforts d'organisation à la base.

On ne peut qu'admirer l'énergie, le courage et l'inventivité dont ont fait preuve ces femmes isolées, discriminées et sans moyens. Leur mot d'ordre est toujours resté : *We can do it, and do it better* (Nous pouvons le faire, et nous pouvons le faire mieux). Et elles l'ont fait dans un environnement tellement saturé de préjugés négatifs à leur égard qu'il fallait une force de résistance hors du commun pour ne pas abandonner. Leur travail est resté largement bénévole : même si elles travaillaient à temps plus que complet dans les structures qu'elles avaient créées, elles ne réussirent qu'exceptionnellement à en tirer un salaire ; elles continuèrent donc souvent à dépendre des aides sociales, et leur survie restait très précaire, comme celle de toutes ces structures.

Dans les années 80 et 90, sous les administrations Reagan, puis Bush, les crédits furent coupés les uns après les autres, et le harcèlement bureaucratique se fit de plus en plus intense. On interdit à ces femmes «sans éducation» de continuer à faire ce qu'elles faisaient, sous le prétexte qu'elles n'avaient pas les qualifications requises. Peu à peu, toutes les structures créées par les femmes d'Operation Life seront détruites (remplacées souvent, comme la clinique ou la bibliothèque, par des structures de type bureaucratique). Aujourd'hui, le Westside n'est plus le bidonville qu'il était dans les années 50, quand les femmes dont ce livre raconte le combat sont arrivées de Louisiane. Mais avec le chômage de nouveau galopant, les ravages du crack aussi, la régression est patente. Si les enfants de certaines des militantes sont devenus avocats ou juges, d'autres ont été tués dans la rue par les balles perdues d'une guerre entre gangs.

Reste ce qu'on perçoit dans de nombreuses scènes (dont je n'ai pu rapporter qu'une partie) : la jubilation de tenir tête à des hommes politiques et à des bureaucrates arrogants et méprisants, et la satisfaction profonde de créer et de faire fonctionner des services sociaux dont l'accès ne soit pas basé sur des principes punitifs.

Je laisserai la conclusion à l'une de ces femmes, qui dit avec une fierté amère : «ça leur a pris très, très longtemps pour nous détruire».

Camille Estienne, 25/07/2016